



## Unifor vote: élections fédérales 2019

# Logement

### L'ENJEU

Pour la plupart des travailleuses et travailleurs canadiens, le logement représente la dépense la plus coûteuse de leur budget familial. En fait, les Canadiens ont consacré en moyenne 29 % de leur consommation totale de biens et de services au logement seulement. Pour de nombreux membres d'Unifor, cela signifie que même si nous négocions des conventions collectives assorties d'augmentations équitables, à mesure que notre coût de la vie monte en flèche, nous sommes encore nombreux à être laissés pour compte.

### UNE VISION PROGRESSISTE

Toute personne au Canada a droit à un logement adéquat, abordable, accessible, équitable et sûr. Trop de Canadiens font face à une crise du logement alors que les coûts de l'accessibilité à la propriété et au marché locatif montent en flèche dans de nombreux endroits au pays. La politique gouvernementale est essentielle pour atténuer ces pressions et renverser cette crise. Il est impératif que les mesures énoncées dans la nouvelle Stratégie nationale du logement soient mises en œuvre et mises à profit au cours de la prochaine décennie. Cela comprend un engagement renouvelé et des investissements massifs dans les logements sans but lucratif, sociaux et coopératifs.

### QUE SE PASSE-T-IL?

De nombreux Canadiens et Canadiennes font face à une crise du logement. L'une des mesures utilisées pour évaluer la situation du logement au Canada porte sur le nombre de ménages qui font face à un « besoin impérieux de logement », c'est-à-dire qui vivent dans un logement inadéquat ou inabordable, ou qui n'ont pas les moyens de se payer les autres logements disponibles dans leur collectivité. Selon les statistiques les plus récentes, près d'un ménage canadien sur huit a des besoins impérieux de logement.

Alors que le prix des maisons monte en flèche dans la plupart des marchés au pays, le rêve d'accession à la propriété est en train de s'évanouir pour de nombreux Canadiens. La stagnation des revenus des ménages et la flambée des prix des maisons empêchent les jeunes Canadiens d'accéder à la propriété. Il faut à une personne typique âgée de 25 à 34 ans en moyenne 13 ans pour épargner une mise de fonds de 20 % sur le prix moyen d'une maison au Canada, comparativement aux cinq années qu'il a fallu à la population vieillissante d'aujourd'hui, qui a débuté comme jeune adulte vers 1976.



actionpolitique@unifor.org  
1-888-214-0544  
uniforvote.ca

## FAITS EN BREF

- Les coûts de logement constituent la dépense budgétaire la plus importante pour la plupart des ménages canadiens.
- Le taux d'inoccupation moyen des logements locatifs au Canada était de 2 % en 2018. Le taux d'inoccupation des logements locatifs dans certains grands centres urbains est égal ou inférieur à 1 %.
- Environ 40 % des locataires au Canada consacrent plus de 30 % du revenu de leur ménage au loyer.
- Un seul travailleur au salaire minimum pourrait se permettre le loyer moyen de deux chambres à coucher dans seulement 3 % des 795 quartiers canadiens étudiés.
- Il faut maintenant compter entre 25 et 34 ans pour épargner une mise de fonds de 20 % sur le prix moyen d'une maison de 13 ans.
- Entre 2011 et 2016, le nombre de ménages âgés ayant des besoins impérieux de logement a augmenté de 21 %, comparativement à une hausse de 5 % pour les autres ménages.

Mais il n'y a pas que les propriétaires-occupants et les futurs propriétaires-occupants qui sont en difficulté. De nombreux locataires dans les villes du Canada font face à une crise de disponibilité et d'abordabilité. Le taux d'inoccupation moyen des régions métropolitaines de recensement (RMR) du pays était de 2 % en 2018, alors que les spécialistes du logement affirment qu'un marché locatif sain exige un taux d'inoccupation minimal de 3 à 5 %. Par conséquent, les taux de location montent en flèche dans de nombreuses villes canadiennes, laissant les gens aux prises avec des difficultés à trouver des logements locatifs abordables. En fait, selon un rapport de juillet 2019, « il est possible pour un travailleur au salaire minimum de payer le loyer moyen de deux chambres à coucher dans seulement 3 % des 795 quartiers canadiens pour lesquels des données sur le loyer et le revenu sont disponibles ».

À mesure que notre population vieillit, les aînés ont été particulièrement touchés par la crise du logement abordable au Canada. Entre 2011 et 2016, le nombre de ménages de personnes âgées ayant des besoins impérieux de logement a augmenté de 21 %, comparativement à une hausse de 5 % pour les autres ménages. Les aînés qui louent un logement font face à un taux encore plus élevé de besoins impérieux de logement que les aînés qui sont propriétaires de leur maison.

En novembre 2017, le gouvernement fédéral a annoncé sa très attendue Stratégie nationale sur le logement, qu'il décrit comme « un plan ambitieux de plus de 55 milliards de dollars sur dix ans qui créera 100 000 nouveaux logements et permettra de soulager 530 000 familles de leurs besoins en logement, ainsi que de remettre en état et rénover plus de 300 000 logements communautaires et de réduire de 50 % l'itinérance chronique ». La nouvelle stratégie repose sur quatre piliers : la création d'une nouvelle offre de logements, la modernisation du parc de logements abordables existant (par des remises en état et des rénovations), l'augmentation des ressources pour les fournisseurs de logements communautaires (y compris le financement et l'aide technique) et une attention accrue à la recherche et la collecte de données relatives au logement, ainsi qu'à leur financement. Unifor était l'une des nombreuses organisations syndicales, progressistes et de justice sociale qui ont demandé au gouvernement fédéral d'élaborer une stratégie nationale du logement.

## QUE DEVRAIT FAIRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL?

- Mettre en œuvre la Stratégie nationale sur le logement au cours de la prochaine décennie et miser sur ces investissements.
- Fournir un financement stable et à long terme pour le logement sans but lucratif, le logement coopératif et le logement social.
- S'attaquer au problème de l'inaccessibilité financière en augmentant les revenus des ménages pour les travailleuses et travailleurs.



actionpolitique@unifor.org  
1-888-214-0544  
uniforvote.ca